

NOTRE AVENIR COMMENCE MAINTENANT

TRANSFORMER NOS INSTITUTIONS POLITIQUES ET DÉCISIONNELLES

Nos priorités pour la prochaine mandature européenne sont la reconnaissance du vécu des femmes et des filles vivant aujourd'hui en Europe et la prise en considération de leurs besoins. Le travail de mise en œuvre d'une stratégie internationale de développement des droits humains n'est pas achevé. Assurer l'égalité entre les femmes et les hommes et l'intégration d'une perspective de genre dans tout les cadres politiques et financiers sont une obligation de l'Union européenne en vertu des traités de l'UE.

UNE EUROPE QUI RÉALISE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DANS LE PROCESSUS DE PRISE DE DÉCISIONS POLITIQUES

Les femmes sont encore toujours largement sous-représentées dans toutes les institutions européennes et dans les états membres de l'UE. Ceci est particulièrement vrai au Luxembourg. Cela signifie que la moitié de la population est quasi absente des lieux où les décisions qui gèrent nos vies sont prises. Il est indispensable de garantir la représentation des femmes et des hommes équitablement.

Nos appels à l'Europe :

- Assurer une **représentation égale** des femmes et des hommes dans la prise de décision politique : une représentation 50/50 de chaque sexe dans n'importe quel corps décisionnel de l'UE, cela incluant les « top jobs ».
- Une **stratégie politique** solide en matière d'égalité entre femmes et hommes – pendant toute la durée de la mandature 2019-2024 – qui reflète les obligations de l'UE de garantir l'égalité entre les femmes et les hommes.
- Nommer **un.e commissaire européen.ne** ayant la responsabilité exclusive de faire respecter l'égalité entre les femmes et les hommes et de coopérer avec les autres commissaires afin de veiller à l'application de la dimension de genre dans tous les domaines. (transversalité)
- Adopter une **politique de tolérance zéro** envers la

discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou la sexualité dans toutes les institutions et parlements en Europe.

Nos appels nationaux :

- Les partis politiques doivent assurer une **égale représentation** des femmes et des hommes sur leurs listes des candidats.e.s. et accorder aux femmes un placement en tête de liste.
- Les partis politiques doivent inclure **l'égalité entre les femmes et les hommes** en priorité dans leurs programmes électoraux.
- Les partis politiques doivent accorder une réelle **visibilité** à leurs candidates (médias, tables-rondes etc.).
- Le gouvernement doit proposer des candidat.e.s en tant que **commissaires** de manière telle que la représentation égale des femmes et des hommes est assurée parmi les membres de la Commission européenne.

UNE EUROPE LIBRE DE TOUTE VIOLENCE ENVERS LES FEMMES

La violence masculine est une réalité pour beaucoup de femmes et de filles en Europe et constitue une expression de la réalité des inégalités structurelles entre les femmes et les hommes. L'élimination de la violence à l'égard des femmes fait partie intégrante de la réalisation de l'égalité des sexes dans nos sociétés. Ensemble, nous devons agir pour mettre fin à toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles et pour promouvoir une société de paix et de sécurité. Toutes les femmes et les filles méritent une vie sans violence et exempte de crainte de la violence.

Nos appels à l'Europe :

- Ratifier et mettre en œuvre la **Convention du Conseil de l'Europe** relative à la prévention et à la lutte contre la violence à l'égard des femmes et contre la violence domestique et assurer la pleine intégration de la Convention dans la législation et le cadre politique de l'UE.
- Un **cadre juridique** européen fort sur le problème de la violence à l'égard des femmes introduisant des règles obligatoires et normalisées dans tous les états membres de l'UE. Suite à la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et le combat de la violence contre les femmes et la violence domestique, introduire une Directive sur la violence à l'égard des femmes, et adopter une stratégie globale de l'UE et la mise en œuvre de la Convention européenne sur les droits des victimes
- Assurer une transposition efficace de la **Directive 2011/36 /**

UE sur la lutte contre la traite des êtres humains en mettant un accent particulier sur l'analyse sexospécifique et la traite aux fins d'exploitation sexuelle.

Nos appels nationaux :

- Introduire la pénalisation des auteurs de **violences psychologique**.
- Assurer une **protection adéquate** contre la violence pour toutes les femmes et les filles, en utilisant le cadre des quatre P : Prévention, politiques intégrées, protection et poursuites (fin de l'impunité).
- **Dépénaliser les personnes se prostituant** et fournir des soins de santé, un soutien et les aides à la sortie aux personnes touchées par la prostitution.
- Collecter systématiquement les **statistiques** ventilées selon le genre sur toutes les formes de violence.

UNE EUROPE QUI GARANTIT L'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Il faut inverser le phénomène de la féminisation de la pauvreté qui touche particulièrement les femmes déjà marginalisées en raison de leur expérience de plusieurs formes de discriminations.

Nos appels à l'Europe :

- Garantir l'indépendance de toutes les **activités économiques** des femmes, y compris les droits individuels à la protection sociale, à la fiscalité et à la lutte contre le chômage, contre la pauvreté et contre l'augmentation du travail précaire et améliorer les conditions de travail dans les secteurs où les travailleuses prédominent par le renforcement, le suivi et la révision des systèmes législatifs existants au sein de l'UE.
- Adopter une « **garantie de soin** » pour traiter tous les besoins de soins tout au long du cycle de vie, et investir dans l'économie des soins en incluant une budgétisation sexo-spécifique permettant une répartition équitable entre les hommes et les femmes.
- Veiller à ce que le **cadre macroéconomique**, y compris la stratégie et l'architecture du semestre européen après 2020, recherche spécialement les progrès en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et plus particulièrement, l'indépendance économique des femmes. Il s'agira d'évaluer l'impact sur le genre des politiques macro-économiques et d'émettre des recommandations spécifiques nationales.
- Adopter des objectifs de **qualité pour les infrastructures de soins** : infrastructures pour les personnes dépendantes, âgées et les personnes handicapées.
- Toutes les mesures doivent viser les **discriminations multiples** et croisées face aux femmes handicapées, femmes issues, de minorités ethniques, femmes trans, de différents groupes socio-économiques et de formation scolaire différente et les femmes jeunes et âgées, celles dont l'accès aux services, au financement, à un travail décent est particulièrement limité, et dont les contributions sont trop souvent négligées.

Nos appels nationaux :

- Garantir aux femmes et aux hommes la **sécurité financière et l'indépendance** lorsqu'ils prennent soin de quelqu'un d'autre, y compris des congés payés et un droit au congé à temps partiel non transférables et autres dispositions légales protégeant les femmes et les hommes contre toute forme de discrimination fondée sur la maternité / paternité / congé parental/soignant.e.s.
- Assurer la mise en œuvre des **objectifs de Barcelone** pour la disponibilité de services de garde abordables, accessibles et de grande qualité.
- Assurer une réelle **égalité salariale** et s'attaquer à l'écart de pension entre les femmes et les hommes, en instituant l'individualisation des droits à pension.
- Allouer un financement suffisant pour garantir la qualité des **services de soins** et la dignité du travail professionnel et en tant que soignant.e.s informel.le.s.

UNE EUROPE QUI ASSURE LA PAIX, LA SÉCURITÉ ET LA DIGNITÉ À TOUTES LES FEMMES ET LES FILLES

Le bien-être et la sécurité des femmes et des filles sont menacés au quotidien (exploitation sexuelle, déni de la santé sexuelle...). Nous réclamons un meilleur avenir pour tout un chacun en Europe et nous devons travailler ensemble pour que toutes les femmes et toutes les filles puissent s'épanouir pleinement dans un environnement sécurisé et favorable.

Nos appels à l'Europe :

- Veiller à ce que toutes les procédures préexistantes et nouvelles d'asile soient conformes aux lignes directrices du HCR (Agence des Nations Unies pour les réfugiés) sur la **protection internationale et développer les compétences en matière de genre** au sein de la structure du Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO), en particulier mettre en place des centres de coordination chargés de coordonner l'intégration de la dimension du genre.
- Veiller à ce qu'une **réponse humanitaire** soit au cœur des décisions politiques relatives à l'immigration en dehors de l'UE : augmentation des dépenses d'aide humanitaire aux camps de réfugiés au sein de l'UE, relance des opérations de recherche et de sauvetage dans les eaux méditerranéennes.
- Adopter des mesures visant à interdire et à combattre le sexisme et les stéréotypes liés au genre dans **les médias et l'éducation**, qui touchent particulièrement certains groupes de femmes victimes de discriminations multiples, par le biais de l'adoption d'une Directive de l'UE, conforme à la Directive sur l'égalité de traitement.
- Au sein des **institutions de l'UE**, veiller à ce que des codes de conduite soient adoptés et appliqués afin de lutter contre le sexisme, la communication et les comportements sexistes sur les lieux de travail et dans les programmes de travail.

Nos appels nationaux :

- Adopter des **programmes complets d'éducation à la sexualité** pour tous les groupes d'âge en utilisant un langage approprié et couvrant le consentement, les relations, la santé sexuelle, des informations sur les droits et besoins des populations LGBTQI + et la sécurité en ligne en matière de cyber-violence et de pornographie.
- Respecter strictement les **droits humains** en matière de réinstallation des réfugié.e.s et des demandeurs et demandeurs d'asile fondés sur les droits humains, étayés par des stratégies globales d'intégration locales et nationales comportant des mesures sexospécifiques et des procédures de demande de statut d'immigration indépendantes afin qu'aucune femme ou fille ne puisse être contrôlée en vertu de sa situation juridique.

- S'assurer que toutes les femmes et les filles bénéficient librement d'une aide en matière de **soins de santé** tenant compte des spécificités des sexes, dans le cadre d'une stratégie de la santé des femmes, quels que soient leur statut juridique et financier, leur âge, leur lieu de résidence, leur religion, leur appartenance ethnique ou leur mode de vie. Cela devrait inclure les contrôles des maladies sexuellement transmissibles (MST), l'accès aux contraceptifs, les services d'avortement, les services de maternité, accompagnés des conseils et des informations sur les soins de santé le tout dans un langage simple et accessible tenant compte de la diversité des origines des femmes et des services spécialisés disponibles pour les groupes identifiés comme « à risque ».

UNE EUROPE QUI CANALISE LES RESSOURCES POUR LES DROITS DES FEMMES

Les décisions financières et les investissements reflètent les priorités politiques. Par conséquent, les mécanismes de financement et les ressources allouées doivent refléter la véritable mesure des engagements politiques en faveur des droits des femmes et de l'égalité des sexes. Nous appelons à un financement durable des organisations des droits des femmes afin de pérenniser le mouvement des femmes. Nous demandons l'allocation et la mise en œuvre de budgets adaptés pour permettre de concrétiser les droits des femmes et l'égalité à tous les niveaux.

Nos appels à l'Europe :

- Veiller à ce que le **budget de l'UE** tienne compte de la problématique liée aux questions de l'égalité des genres, soit écologiquement durable et favorise la cohésion sociale.
- Un **cadre financier** renforcé pour l'égalité entre les femmes et les hommes, y compris dans le règlement portant sur les dispositions communes 2021-2027 (CPR) pour tous les fonds structurels et de cohésion de l'UE.
- Introduire une **budgetisation sensible au genre** dans le cadre financier pluriannuel (CFP) et garantir des programmes de financement spécifiques pour les droits des femmes et l'égalité des sexes, y compris la recherche sur le genre.

Nos appels nationaux :

- Allouer des **budgets pour les droits des femmes** et l'égalité des sexes à tous les niveaux, y compris la budgétisation sexospécifique dans le budget national qui répondent aux besoins et aux droits de toutes les femmes dans leur diversité.
- Augmenter les ressources destinées au soutien des **organisations de femmes** à la fois au niveau national, au sein de l'UE et dans les actions extérieures de l'UE.

Plateforme JIF (Journée Internationale des Femmes) Luxembourg 2019:

Centre de documentation sur les migrations humaines (CDMH) | CID Fraen an Gender | Centre d'Information GAy et LEsbien (CIGALE) | Conseil National des Femmes du Luxembourg (CNFL) | Chrëschtlech-Sozial Fraen (CSF) | déi gréng | déi jonk gréng | déi Lénk | Femmes communistes | Femmes en détresse | FNCTTFEL-Landesverband | Foyer Sichem/FMPO | Femmes socialistes | Laika | KWENI | LCGB | Médecins du Monde Luxembourg | MDM/Hipatia | OGBL | Planning Familial | Time For Equality | Union des Femmes Luxembourgeoises | Voix de jeunes femmes